

Non à la privatisation de la Poste Pour un service postal moderne et renoué

A la veille des vacances, le PDG de La Poste annonce le changement de statut et l'ouverture du capital de l'entreprise. Cette information est dès le lendemain confirmée par Nicolas Sarkozy. En clair, il s'agit pour le gouvernement de travailler à la privatisation de La Poste en lui donnant le statut juridique d'une société anonyme. Ce changement de statut de l'établissement public sera inscrit dans une prochaine loi et s'accompagnera d'une ouverture du capital. On connaît l'histoire : France Télécom a connu les mêmes orientations pour finir totalement privatisé.

Pour le Parti Communiste Français, ce serait un coup intolérable porté au service public postal, aux salariés et aux usagers. Aujourd'hui, avec ses 300 000 salariés, La Poste est un des seuls services de proximité qui demeure sur un territoire de plus en plus exsangue de service public.

La Poste doit rester publique et ne pas être offerte en pâture aux appétits voraces du marché et de la finance. La privatisation aurait pour premières conséquences une réduction de la masse salariale entraînant précarisation et suppression d'emplois et l'abandon des missions de service public.

Qu'il s'agisse de la santé, des transports, de l'énergie, de l'éducation et La Poste, la politique du gouvernement a pour unique objectif de satisfaire la volonté du Medef et des financiers. La communication ne peut être traitée comme une marchandise. Il en sera fini de la Banque Postale d'offrir à tous un service bancaire. La Poste doit rester un service public qui garantit à tous nos concitoyens un accès aux services de qualité.

Le PCF a des propositions pour renforcer le service public postal pour l'intérêt général :

- Maintenir l'entreprise sous statut public et pérenniser le statut des agents, titulariser les précaires.
- Maintenir tous les bureaux de Poste en zone rurale, urbaine et suburbaine avec des horaires répondant aux besoins réels de la population et participant socialement et économiquement à l'aménagement du territoire.
- Une distribution du courrier régulièrement, garantie par la présence d'un centre de tri par département.
- Des services financiers garantissant l'accessibilité bancaire pour tous.
- Le maintien du monopole public par l'appropriation publique totale des activités pour répondre aux besoins des usagers quelle que soit leur position sociale et sans exclusive.
- Le maintien de la péréquation tarifaire et géographique, qui permet l'accès de manière égalitaire à un service public postal de qualité accessible à tous.
- Les emplois de postiers doivent être plus nombreux et revalorisés.

Les services publics... une nécessité, une richesse pour le pays et pourtant ils n'ont jamais été autant en danger, alors qu'ils devraient être étendus et démocratisés. Dans le cadre de l'intérêt général, les communistes proposent, dans l'immédiat, de décréter un moratoire sur toutes les restructurations en cours aboutissant à réduire la place des services publics, de faire un bilan économique et social des privatisations et libéralisations, et d'engager un plan de reconquête des services publics.

Cette reconquête vise à garantir de manière égale à tous les citoyens et résidents sur le territoire la satisfaction des besoins fondamentaux de notre temps (l'éducation, la santé, les médicaments, l'eau, l'énergie, la communication, les transports, le logement, la culture, la recherche) qui doivent être soustraits à la marchandisation, à la concurrence et à la course à la rentabilité financière. Ils doivent faire l'objet de services publics assurant notamment l'égalité d'accès et l'inscription de la satisfaction des besoins de la société dans des perspectives durables.

Pour des services publics modernisés répondant aux besoins de tous, le PCF invite l'ensemble des usagers attachés aux services publics à se rassembler pour le défendre.

